



CULTURE & IDÉES
« MEIN KAMPF » :
L'ENCOMBRANT HÉRITAGE



SPORT & FORME
BENZEMA ET LES
MAUVAIS GARÇONS



La beauté
est un sport
de combat
Exubérance et dévotion
l'esthétique de Toi et Paper

UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE,
EN ABONNEMENT ET AU LIBRAIRIE

Samedi 7 novembre 2015 - 71^e année - N° 22024 - 4 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr - Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jérôme Fenoglio

Le plaidoyer de Delors pour Schengen

► L'ancien président de la Commission européenne milite pour une réponse collective de l'Union sur la question des réfugiés

► Contre le repli national, il défend dans « Le Monde » « un contrôle effectif de nos frontières » dans le cadre de « l'outil Schengen »

► Jeudi, Bruxelles a estimé à trois millions le nombre de migrants qui seront arrivés entre janvier 2015 et fin 2017

► Face à cet afflux, un vent de panique s'empare des dirigeants européens, qui se retrouvent lundi
→ LIRE P. 2-3 ET DÉBAT PAGE 16

POLITIQUE

ALAIN JUPPÉ
ET LA
STRATÉGIE
DU SILENCE

→ LIRE PAGE 13

ÉDITORIAL **M**

RÉFUGIÉS : UN DÉFI HISTORIQUE

D'abord, s'en tenir aux faits et à eux seuls. En matière d'immigration, inutile de sonner l'alarme, auprès d'opinions européennes chauffées au rouge par des partis protestataires sans scrupule, sur la base de projections chiffrées qui ne sont que ce qu'elles sont – des projections. En l'espèce, les faits pèsent suffisamment lourd.

L'Europe est confrontée depuis le début de l'année à une vague de réfugiés politiques – des femmes, des enfants et des hommes, de tous âges, qui furent combats et persécutions – comme elle n'en n'a pas connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Et l'Union européenne (UE), cette Europe intégrée bâtie au fil des ans depuis 1950, ne sait pas y répondre.

→ LIRE LA SUITE PAGE 23



Sur la plage turque de Çesme, le 4 novembre. EMRE TAZEGUL/AP

Mariage de raison entre la Fnac et Darty DISTRIBUTION

Darty a dit oui à la Fnac. Vendredi 6 novembre, les deux enseignes chéries des Français ont annoncé s'être mises d'accord pour marier disques et réfrigérateurs, livres et cuisines. Pour l'emporter, la Fnac a légèrement remonté son offre, qui valorise désormais le spécialiste de l'électroménager à 615 millions de livres. « Un mariage de raison face à la concurrence d'Amazon et des autres », juge un actionnaire des deux groupes.

L'histoire de cette OPA est celle d'une hiérarchie qui s'est inversée. Fin janvier 2014, Darty valait deux fois plus que la Fnac, dont Kering (ex-Pinault-Printemps-Redoute) venait de sortir et qui effectuait dans la douleur ses premiers pas en Bourse. A l'époque, les banquiers d'affaires imaginaient Darty racheter l'agitateur culturel. Moins de deux ans plus tard, la Fnac a su se réinventer, Darty nettement moins.

→ LIRE LE CAHIER ÉCO PAGE 2

Des réfugiés débarquent sur l'île grecque de Chios, en mer Egée, jeudi 5 novembre.

BULENT KILIC/AP



Migrants: vent de panique européen

Selon la Commission européenne, 3 millions de demandeurs d'asile devraient arriver en Europe en trois ans

Trois millions de migrants pourraient arriver en Europe d'ici à fin 2017. Tel est le scénario mis en avant par la Commission européenne dans un document dévoilé jeudi 5 novembre à Bruxelles sur l'impact économique de cette crise sans précédent. Les candidats à l'asile pourraient être plus d'un million en 2015, puis 1,5 million en 2016, et 500 000 en 2017. A eux seuls, ces chiffres donnent une idée de l'ampleur du défi auquel sont confrontés les Européens, alors que l'exode venu de Syrie et des pays du voisinage met déjà à rude épreuve leur cohésion.

A Bruxelles, comme dans les capitales européennes, le constat est le même: les arrivées s'accroissent via la Turquie, la Grèce et la route des Balkans. L'approche de l'hiver, les bombardements russes en Syrie et la perspective de voir les frontières européennes se refermer, auraient, de l'avis général, précipité sur les routes des dizaines de milliers de réfugiés supplémentaires. Pas moins de 700 000 personnes devraient tenter leur chance dans les quatre prochains mois, via la Turquie, a prévenu le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), jeudi. Un record.

Nécessaire solidarité

Sur le strict plan économique, la Commission se veut rassurante quant à l'impact de ce flux: selon elle, l'accueil des migrants ne devrait pas coûter plus de 0,2% du produit intérieur brut (PIB) cette année dans les pays les plus concernés, sauf en Suède (à 0,5%). A terme, une fois intégrés, les réfugiés pourraient même générer un surcroît de richesse compris entre 0,2 et 0,3% d'ici deux ans. « Les chiffres sont à prendre avec précaution », a commenté Pierre Moscovici, le commissaire aux affaires économiques, en présentant cette brève analyse: « Ils confortent la politique de Jean-Claude Juncker », le président de la Commission européenne, qui insiste

sur la nécessaire solidarité vis-à-vis des réfugiés, en vertu des conventions sur le droit d'asile.

En réalité, face à l'afflux, un vent de panique est en train de s'emparer des dirigeants européens. Les ministres de l'intérieur doivent tenter lundi 9 novembre à Bruxelles de faire le point sur la situation. De son côté, Donald Tusk, le président du Conseil européen, a convoqué une nouvelle réunion informelle des chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Huit, jeudi 12 avril à La Valette (Malte), en marge d'un sommet avec les pays africains. En échange d'un chèque de quelque 1,8 milliard d'euros, les Européens espèrent à cette occasion convaincre leurs interlocuteurs de signer des accords de réadmission, afin de faciliter le retour dans leur pays d'origine des migrants déboutés du droit d'asile.

Pour le reste, rien de très concret, ni de très nouveau, ne devrait être annoncé par l'Union européenne: « L'idée est surtout d'insister sur la mise en place la plus rapide possible de ce qui a été décidé au fil des précédentes réunions », dit-on dans l'entourage de Donald Tusk, sans cacher que l'accélération des flux met d'ores et déjà à rude épreuve les différents dispositifs agréés des dernières semaines, au prix de tractations houleuses.

Le dispositif de répartition de quelque 160 000 réfugiés, négocié avant et après l'été, semble d'ores et déjà dépassé, alors que les premières « relocalisations » se font au compte-gouttes. Les « hotspots », ou centres d'identification et d'enregistrement, ne sont pas encore pleinement opérationnels dans les pays où ils devraient être implantés en priorité, la Grèce et l'Italie. Ces Etats ne veulent pas qu'ils se transforment en centres de détention, où les réfugiés convergeraient dans l'attente d'être admis ailleurs. Et les demandeurs d'asile ne s'y laissent pas toujours enregistrer, de crainte d'être bloqués sur place, ou envoyés vers un pays où ils ne souhaitent pas aller.

Quant à la coopération avec la Turquie, elle est dans les limbes, et personne ne sait si Recep Tayyip Erdogan, le président turc désormais assuré d'une solide majorité après avoir remporté les élections législatives du 1^{er} novembre, sera enclin à aider les Européens, en limitant les départs vers le vieux continent. Nombre d'Etats, dont la Grèce et Chypre, se méfient des contreparties qu'il exige, à commencer par la relance des négociations d'adhésion, ou la libéralisation des visas. Ces demandes ont pourtant obtenu le soutien de la chancelière allemande. « La visite de Merkel en Turquie dans la dernière ligne droite de la campagne électorale turque a été un aveu de faiblesse, le signal qu'elle est isolée et prête à tout pour juguler les arrivées », constate un diplomate.

Le dispositif de répartition de 160 000 réfugiés, négocié avant et après l'été, pourrait être très vite débordé

Face à l'urgence, Donald Tusk entend désormais réfléchir « aux moyens de renforcer de manière effective le contrôle de nos frontières extérieures » afin de tarir le flux des arrivées, pour mieux préserver l'espace Schengen, en évitant la fermeture des frontières entre ses Etats membres. « C'est une illusion de croire que l'on peut

fermer nos portes sans intervenir en amont pour mettre un terme aux conflits en Syrie ou en Libye », commente un expert.

Jean-Claude Juncker, en bisbille avec M. Tusk, voudrait quant à lui rendre permanent le dispositif de relocalisation des candidats à l'asile, sans le plafonner, afin d'en élargir l'ampleur pour décharger les pays de transit ou de destination les plus courus, la Grèce, l'Italie, l'Allemagne ou la Suède. Faute de consensus, la Commission propose à plus court terme de modifier le fonctionnement de l'agence de gestion des frontières, Frontex, pour lui permettre par exemple d'envoyer sur les points d'entrée dans le territoire européen, aux portes de l'espace Schengen, des renforts policiers en provenance de différents pays.

Le climat est de plus en plus dé-

létaire. Les gestes d'ouverture effectués dans un premier temps par Angela Merkel sont désormais perçus à Bruxelles comme autant « d'erreurs » susceptibles d'amoinrir son autorité en Allemagne, comme sur l'ensemble du continent. « Certains devraient faire preuve de plus de solidarité », grince un diplomate européen.

« Fraternité »

Ce dernier vise en particulier deux pays: la Pologne, désormais gouvernée par la droite nationaliste, et la France, où la politique de M. Hollande « est considérée comme trop prudente », dans l'espoir de ne pas radicaliser encore l'électorat. « La France a ses soucis intérieurs mais elle devrait se souvenir quelle a inventé la fraternité », ironise un responsable bruxellois. ■

PHILIPPE RICARD

En Allemagne, accord de la coalition sur les modalités d'accueil

IL NE SERA PAS DIT OFFICIELLEMENT que l'Allemagne accueillera plus d'un million de nouveaux réfugiés en 2015. Pourtant, il est probable que ce soit le cas. En effet, selon les chiffres publiés jeudi 5 novembre par le ministère de l'intérieur, 758 473 réfugiés ont été enregistrés en Allemagne entre le 1^{er} janvier et le 30 octobre, un record, dont 181 166 pour le seul mois d'octobre, là aussi un record. Mais alors qu'une partie de l'opinion publique allemande se radicalise, Thomas de Maizière, ministre de l'intérieur, n'a pas osé briser le tabou. Le chiffre de 800 000 réfugiés officiellement attendus cette année devrait donc être largement dépassé mais le ministre de l'intérieur dit ne pas vouloir établir un autre pronostic pour ne pas donner l'impression d'« une invitation supplémentaire à venir en Allemagne ».

Sur les 758 473 personnes enregistrées cette année, 243 721 viennent de Syrie, 67 676 d'Albanie, 67 191 d'Afghanistan (dont près de la moitié rien qu'en octobre), 58 754 viennent d'Irak et 32 469 du Kosovo. Face à un tel afflux, le gouvernement allemand veut à la fois se montrer accueillant vis-à-vis des réfugiés venant de pays en guerre mais ferme à l'égard des réfugiés dits économiques venant de pays dits sûrs. Parmi ceux-ci, les pays des Balkans mais

aussi l'Afghanistan. Depuis quelques jours, le gouvernement allemand, avec l'accord des autorités afghanes, aimerait en effet renvoyer des Afghans chez eux.

Après plusieurs semaines de vives tensions, les présidents des trois partis de la coalition au pouvoir à Berlin (CDU, CSU, SPD) se sont mis d'accord, jeudi 5 novembre, sur la stratégie à adopter pour renvoyer rapidement chez eux ces réfugiés venant de « pays sûrs ». Contrairement à ce qu'exigeaient les chrétiens-sociaux (CSU) de Bavière, il n'y aura pas de « zones de transit » aux frontières dont les réfugiés n'auraient pas eu le droit de sortir. Le parti social-démocrate l'a refusé.

Document d'identité unique

Mais il y aura entre trois et cinq centres (dont deux en Bavière) où devront se rendre les personnes venant de ces « pays sûrs ». Dans le cas contraire, elles ne recevront aucune prestation. Les personnes pourront sortir de ces centres mais ne pourront quitter l'arrondissement. Il y a en Allemagne environ 400 arrondissements. Leur liberté de circulation sera donc très réduite. Angela Merkel a indiqué que les demandes d'asile de ces personnes devraient être étudiées en une semaine. En cas de refus, leur appel

sera étudié en deux semaines. Elles seraient ensuite immédiatement expulsables.

De même, les réfugiés recevront un document d'identité unique pour toutes leurs démarches. L'administration disposera donc d'une banque de données unique. Cette procédure expéditive devrait aussi concerner les personnes ne disposant pas de papiers en règle, celles qui ont une interdiction d'entrer sur le territoire et celles qui déposent une deuxième demande d'asile après un premier refus. De même, le regroupement familial va être suspendu pour certains demandeurs durant deux ans. Les Verts et Die Linke, le parti de la gauche radicale, qui forment l'opposition, ont dénoncé ces mesures, contrairement selon eux au droit d'asile.

Par ailleurs, jeudi, Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, a indiqué s'attendre à des recettes fiscales record en 2016 (293 milliards d'euros), mais malgré tout inférieures de 5,2 milliards d'euros par rapport aux dernières prévisions. Néanmoins, le gouvernement, qui a programmé 8 milliards de dépenses supplémentaires en 2016 pour les réfugiés, devrait pouvoir, une nouvelle fois, afficher un budget à l'équilibre sans impôt supplémentaire. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN)